

L'Année de la Défense Nationale

ADN

2025

Sous la direction du général **BENOÎT DURIEUX**
Préface de **SYLVIE BERMANN**

Ruptures stratégiques

Quels enjeux pour la France et pour l'Europe ?

- › *Puissance militaire*
- › *Durcissement stratégique*
- › *Enjeux mondiaux*
- › *Compétition internationale*



La Documentation
française

SOMMAIRE

9 PRÉFACE Par l'ambassadeur Sylvie Bermann

13 PENSER LA DÉFENSE NATIONALE AU SEUIL
DE L'ANNÉE 2025 Par le général de corps d'armée
Benoît Durieux, directeur de l'IHEDN

17 PARTIE 1 LA DÉFENSE MILITAIRE

19 **Retour vers le futur : état de la conflictualité en 2024**
Olivier Kempf

27 **Les drones en Ukraine : quels enseignements stratégiques ?**
Jérôme Clech

35 **Opération *Sagittaire* (22-27 avril 2023) :
récupérer nos ressortissants au cœur du conflit soudanais**
Sébastien Botheron

44 **La loi de programmation militaire 2024-2030**
Jean Belin

51 **Un sommet de transition ? Le sommet de l'OTAN à Vilnius**
Amélie Zima

57 PARTIE 2 LA DÉFENSE NATIONALE

59 **L'exercice *Orion* 2023**
Vincent Breton

67 **Le *Manuel de droit des opérations militaires* : une focalisation
nouvelle sur les blocus et les sièges**
Julia Grignon

73 **Exposer les ingérences numériques étrangères : une action
indispensable au service de la stratégie française de lutte
contre les manipulations de l'information**
Colin Gérard
Frisco Barengo
Hervé Letoqueux

79 **Hypervélocité : rupture technologique ou effet de mode ?**
Adrien Gorremans

- 90 **Technologies et industries : oser la transformation pour une Europe aux commandes de sa défense**
Emmanuel Chiva

97 **PARTIE 3 LA SÉCURITÉ NATIONALE**

- 99 **Itinéraire mélanésien d'Emmanuel Macron : de la Nouvelle-Calédonie à l'Indo-Pacifique**
Sarah Mohamed-Gaillard
- 107 **Le prix de la souveraineté alimentaire ? La guerre en Ukraine, la production céréalière et son exportation**
Alix d'Armaillé
- 115 **Sécurité et défense spatiale de l'Union européenne**
Jean-Pierre Darnis
- 123 **L'influence par le droit. Stratégie de la France 2023-2028**
Éric Maurice

133 **PARTIE 4 LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE**

- 135 **La COP 28 et le multilatéralisme climatique**
Adrien Estève
- 143 **La doctrine chinoise de l'Union européenne : une révolution copernicienne**
François Godement
- 150 **La Stratégie nationale de sécurité allemande**
Delphine Deschaux-Dutard
- 156 **Union européenne : un nouvel engagement dans le Caucase du Sud**
Annie Jafalian
- 166 ***L'Integrated Review Refresh 2023* du Royaume-Uni : une stratégie raisonnable et cohérente ?**
Thibaud Harrois
- 175 **Le prix Nobel de la paix attribué à Narges Mohammadi, la voix de la contestation iranienne**
Sepideh Farkhondeh
Clément Therme

182	La communication du Hamas depuis le 7 octobre 2023 : les images comme instruments stratégiques
	Laurence Bindner

193	CHRONOLOGIE
-----	-------------

197	BIOGRAPHIES DES CONTRIBUTEURS
-----	-------------------------------

202	REMERCIEMENTS
-----	---------------

LISTE DES DOCUMENTS

1. Extrait de l’audition de M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) par la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale, Paris, le 27 septembre 2023	25
2. Extraits du rapport d’information, n° 711 (2020-2021) <i>Se préparer à la « guerre des drones » : un enjeu stratégique</i> , Sénat, Paris, le 23 juin 2021 ..	34
3. Extraits de l’audition de l’amiral Nicolas Vaujour sur le retour d’expérience de l’opération <i>Sagittaire</i> , compte rendu, commission de la défense nationale et des forces armées, Paris, 21 juin 2023	42
4. Extrait du livret de présentation de la loi de programmation militaire 2024-2030, Paris, avril 2023	50
5. Extrait du communiqué du sommet de Vilnius, 11 juillet 2023	56
6. Extraits de l’audition du chef d’état-major des armées par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat, Paris, le 30 mai 2023	66
7. Extraits de l’audition du chef d’état-major des armées par la commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, Paris, le 4 octobre 2023	66
8. Extraits du <i>Manuel de droit des opérations militaires</i> , 2023	72
9. Extrait du RRN : une campagne numérique de manipulation de l’information complexe et persistante, 2023	78
10. Extraits de l’audition, à huis clos, de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l’armement, sur la dissuasion nucléaire, à la commission de la défense nationale des forces armées de l’Assemblée nationale, Paris, 1 ^{er} février 2023	89
11. Extrait de <i>Vision stratégique du Délégué général pour l’armement #2023</i> , 2023	95
12. Extraits du discours d’Emmanuel Macron à Nouméa, 26 juillet 2023	106
13. Extrait de la déclaration des chefs d’État et de gouvernement du G7 sur l’Ukraine, Hiroshima, 19 mai 2023	113
14. Extraits de <i>La stratégie spatiale de l’Union européenne</i> , Bruxelles, 14 novembre 2023	121
15. Extraits de <i>Stratégie de la France d’influence par le droit</i> , Paris, le 21 mars 2023	131
16. Extraits de la <i>First global stocktake – Proposal by the President – Draft decision /CMA.5¹</i> , Émirats arabes unis, 13 décembre 2023	141
17. Extraits du discours de la présidente von der Leyen sur les relations UE-Chine à l’intention du Mercator Institute for China Studies et du Centre de politique européenne, 30 mars 2023	149

1. Traduction française faite par le département des études et de la recherche de l’IHEDN.

18. Extrait de la Stratégie nationale de sécurité, Berlin, 14 juin 2023	155
19. Extraits de la décision du Conseil relative à une mission de l'Union européenne en Arménie, Bruxelles, le 23 janvier 2023	165
20. Extrait de <i>l'Integrated Review Refresh 2023 : Foreign Secretary's statement to Parliament</i> ² , Londres, 13 mars 2023	172
21. Extraits du discours de la lauréate du prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi, prononcé par Kiana et Ali Rahmani, Oslo, 10 décembre 2023 .	181
22. Extraits du texte du Hamas <i>Notre récit... l'opération Déluge d'Al-Aqsa</i> , 21 janvier 2024	191

2. Traduction française faite par le département des études et de la recherche de l'IHEDN.

PRÉFACE

PAR L'AMBASSADEUR SYLVIE BERMANN

La deuxième édition de *l'Année de la défense nationale* élaborée par l'IHEDN coïncide avec plus de deux ans de guerre en Ukraine dont le déclenchement le 24 février 2022 a constitué une rupture stratégique majeure et a imposé depuis de repenser le monde.

Cette guerre d'agression d'un membre permanent du Conseil de sécurité, qui consacre le retour d'un conflit de haute intensité sur le sol européen est également un révélateur des nouvelles fractures du monde sur fond de rivalité sino-américaine pour la première place.

Sur le plan militaire, c'est en quelque sorte trois guerres en une : la Première Guerre mondiale avec ses tranchées, la Deuxième avec les vagues d'assaut déferlantes de la Russie, les chars, les bombardements et destructions urbaines qui évoquent la bataille de Stalingrad et enfin une guerre du *xxi^e* siècle avec ses drones sans cesse perfectionnés d'un côté comme de l'autre, et l'entrée en scène de l'intelligence artificielle. Il faut y ajouter l'émergence d'acteurs non gouvernementaux – bien que leur rôle soit encore marginal – tel Elon Musk qui décide de son propre chef du soutien qu'il entend apporter avec son réseau Starlink à l'une ou l'autre partie : l'Ukraine attaquée au début de la guerre puis la Russie dans une certaine mesure en cherchant à préserver la Crimée des offensives ukrainiennes.

C'est aussi une guerre totale ou hybride, une guerre informationnelle, psychologique et cybernétique qui dépasse le champ de bataille et s'étend à l'ensemble de l'Europe dans une visée déstabilisatrice dès lors que le Kremlin estime que les Européens « vassaux de Washington » constituent avec leur maître américain un « Occident collectif » donneur d'ordres à leur « marionnette Zelenski ». Le chef d'état-major russe en avait énoncé les principes dans un article datant de 2013 qui a été qualifié par l'Occident de « doctrine Guerassimov ». Certes les fermes à trolls d'Evgueni Prigogine avaient pratiqué des ingérences dans la campagne présidentielle américaine de 2016 en cherchant à affaiblir Hillary Clinton mais les milices Wagner se sont montrées beaucoup plus offensives contre les forces françaises en Afrique. L'armée française a réussi à déjouer une opération de faux charnier au Mali mais l'instrumentalisation par les Russes du ressentiment africain contre la France se poursuit de façon très intense.

Le nucléaire est aussi revenu sur le devant de la scène. Il joue son rôle de dissuasion car la Russie se sent invulnérable mais pratiquant une sorte de dissuasion offensive, elle n'hésite pas à menacer du feu nucléaire par le biais de déclarations outrancières de personnalités tel le secrétaire du conseil de sécurité et ancien président « libéral » Dimitri Medvedev, de blogueurs militaires (milblogueurs) ou de propagandistes sur les chaînes d'information aux ordres du Kremlin. Si personne en Occident ne croit au bluff de Vladimir Poutine dont les autres puissances dotées assurent qu'il maîtrise la grammaire du nucléaire, il est néanmoins impossible de l'ignorer totalement. Les Américains ont avoué avoir craint une utilisation par la Russie d'armes tactiques du champ de bataille à la suite de la contre-offensive ukrainienne réussie sur Kharkiv et Kherson à l'automne 2022. Ils ont alors adressé des mises en garde explicites en faisant savoir que le recours à ces armes entraînerait aussitôt une riposte conventionnelle consistant à anihiler toutes les forces militaires russes sur le territoire ukrainien. L'inquiétude a été telle à Washington que les Chinois ont été invités à passer un message convergent :

ce qu'a d'ailleurs fait le président Xi Jinping en marquant la ligne rouge que constituait le recours au nucléaire.

L'évocation de la dimension nucléaire renforce le rôle spécifique de la France comme seul État doté autonome au sein de l'Union européenne, d'autant plus que, avec l'arrêt de l'aide américaine à l'Ukraine et surtout la perspective d'une victoire de Donald Trump au mois de novembre 2024, la question du parapluie nucléaire américain est clairement posée alors que pour tous les Européens, c'était une assurance fiable. Jamais l'OTAN et la défense collective n'ont paru plus indispensables et le déploiement avancé dans les pays limitrophes de la Russie revêt une portée de dissuasion conventionnelle. Il est pourtant symptomatique qu'il n'y ait jamais eu autant de commentaires et de doutes sur la véritable portée et l'automatisme de la clause de défense mutuelle inscrite dans l'article 5 du traité de Washington. Une attaque contre un pays est certes considérée comme une attaque contre tous mais le choix des moyens est laissé à l'appréciation des États et notamment au *primus inter pares*, les États-Unis. L'article 42.7 du traité de l'Union européenne, hérité du traité de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) est plus contraignant dans sa rédaction dès lors qu'il crée une obligation d'aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir. C'est toutefois l'engagement et les moyens américains qui assurent la crédibilité de la réponse.

Cela conduit à s'interroger sur le rôle de l'Union européenne dans le cas où les États-Unis feraient définitivement défaut dans leur soutien à l'Ukraine. C'est en réalité le deuxième conflit sur le continent européen depuis la fin de la guerre froide. Ce sont les États-Unis qui ont géré les guerres des Balkans et les Européens qui ont financé la reconstruction selon la formule en cours à l'époque : « Les Américains font la cuisine et les Européens lavent la vaisselle. » Les Européens se sentant aujourd'hui menacés par l'agressivité russe, ils sont davantage partie prenante tout en n'intervenant pas directement sur le sol ukrainien. Ils ont procédé à une véritable révolution copernicienne en décidant de financer dès le début du conflit la fourniture d'armes à l'Ukraine grâce à l'instrument de la facilité de paix européenne et, conscients du risque d'abandon américain, accélèrent les mesures visant à fournir davantage de munitions pour répondre aux besoins criants de l'Ukraine. C'est la question de l'autonomie stratégique de l'Union européenne qui est posée pour la première fois, non de manière théorique mais concrète. N'est-il cependant pas déjà trop tard pour cette crise tant il est difficile à ce stade de se substituer aux Américains ? La leçon devra en tout cas être retenue pour l'avenir. Il faut noter au passage qu'aux Nations unies, l'Union européenne, désormais dans un camp, a probablement perdu durablement le rôle traditionnel d'arbitre qui lui était reconnu depuis longtemps entre Américains et pays du Sud.

Avec la reprise de l'offensive russe, les Européens admettent les uns après les autres que le réarmement est indispensable sur un continent dont les populations, hors Balkans, ont joui pendant plus de soixante-quinze ans des dividendes de la paix. Outre la réalisation des engagements pris au sommet de l'OTAN à Newport, en septembre 2014, d'augmentation des dépenses militaires à hauteur de 2 % du PIB, l'Allemagne reconnaît les exigences en termes militaires du changement d'époque (*Zeitenwende*) et de nombreux membres envisagent le retour de la conscription et planifient la reconstitution de stocks d'armes et de munitions. Le dicton romain latin, *Si vis pacem para bellum*, s'impose désormais dans toutes les politiques de défense. Le renforcement de la base industrielle et technologique de défense (BITD) fait désormais consensus. La notion d'économie de guerre est évoquée même si le terme, qui vise plutôt des commandes de l'État, ne correspond pas à la réalité.

La division guette les Européens qui n'ont pas la même perception de la menace en fonction de leur proximité avec la frontière russe. La division a été manifeste après la déclaration du Président de la République Emmanuel Macron sur le fait de ne rien exclure à l'avenir en laissant entendre, au titre de l'ambiguïté stratégique, que l'envoi de troupes au sol ne serait pas impossible. La querelle franco-allemande sur le sujet comme sur bien d'autres est délétère. La sortie de guerre et les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne seront autant de difficultés à résoudre.

Une analyse stratégique rigoureuse doit éviter les biais idéologiques ou moraux. Un dirigeant politique qui affirme que l'Ukraine peut et doit gagner est dans son rôle. L'expert pour sa part doit se fonder sur la réalité du terrain et prendre garde au *wishful thinking* ou à la pensée magique. Les déficiences et les erreurs de l'armée russe au début de la guerre ainsi que le succès de la première contre-offensive ukrainienne ont conduit à des conclusions erronées et, au printemps 2023, beaucoup d'observateurs semblent étonnés que l'Ukraine, en manque d'hommes (avec une mobilisation très difficile) et de munitions (à qui la faute ?) soit désormais en défensive. La Russie contourne les sanctions qui ne sont pas universelles, et elle s'est mise en économie de guerre avec des usines d'armements qui fonctionnent 24 heures sur 24 alors qu'elle avait été déclarée à court d'obus. Elle a également établi un partenariat avec des pays parias qui n'ont plus rien à perdre, comme l'Iran et la Corée du Nord. Plus grand pays du monde, elle jouit en outre d'une profondeur stratégique.

Cette guerre n'est pas mondiale mais elle est mondialisée. La recomposition stratégique n'a pas été perçue immédiatement tant l'Occident était convaincu que le droit international et la morale étant de son côté, le reste de la planète allait se rallier. C'est l'inverse qui s'est traduit lors des votes à l'Assemblée générale de l'ONU. Le ressentiment latent des pays du « Sud global », sur fond de dénonciation des « doubles standards » (deux poids, deux mesures) de l'approche occidentale est apparu au grand jour. La guerre illégale d'Irak est la référence évidente mais le conflit entre le Hamas et Israël renforce ce narratif. La Chine et la Russie se font les hérauts de la cause palestinienne pour des raisons opportunistes et se réjouissent de ces évolutions qui mettent en place un monde multipolaire où les grandes puissances du Sud revendiquent un « multi-alignement » à l'instar de l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil ou l'Arabie saoudite. Ils adoptent une approche purement transactionnelle en fonction de leurs intérêts. C'est peine perdue de contester l'appellation en faisant valoir que ces pays sont hétérogènes. C'est vrai, mais il est préférable d'être lucide sur cette évolution et d'établir des relations bilatérales privilégiées au niveau français comme européen avec chacune de ces puissances sans chercher à leur donner des leçons.

L'autre conséquence de la guerre est un rapprochement sans précédent entre Moscou et Pékin en vertu de l'adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Il ne s'agit pas d'une alliance. Échaudée par l'alliance sino-soviétique qui s'est terminée dans le sang, la Chine ne conclut pas d'alliances mais se constitue un cercle d'amis. La Chine est prudente, ne soutient pas la guerre en Ukraine mais préserve la Russie dont elle peut avoir besoin un jour. Il est illusoire de penser qu'elle peut lâcher Poutine. L'incertitude concernant le sort de Taïwan est plus grande que jamais, même si toutes les parties ont intérêt au *statu quo*, mais l'intervention russe en Ukraine a démontré que la prise en compte des intérêts n'était pas le seul critère pertinent. En tout état de cause, les États-Unis considèrent que leur priorité est la menace chinoise. L'Union européenne, qui a élaboré une doctrine à l'égard de la Chine (« partenaire, concurrente et rivale systémique ») en décidant d'atténuer les risques de dépendances (« *derisking* »

moins agressif que le découplage visé par Washington) devra se positionner le moment venu. Elle pourra le faire en essayant de garder son autonomie de décision, en sachant que Pékin, à l'inverse de Moscou, considère que l'UE peut constituer une alliance de revers. Cela donne aux Européens une certaine marge de manœuvre.

La situation internationale est mouvante, complexe et peut encore évoluer notamment à la faveur d'une élection de Donald Trump. L'attentat dans une salle de concert de Moscou au mois de mars 2024 est également venu rappeler que l'Ukraine ne peut être l'horizon stratégique unique et que la menace islamiste reste très présente en France et en Europe. La coopération internationale antiterroriste, y compris avec la Russie qui dispose de nombreuses informations sur ce sujet, est indispensable.

Ce sont autant de sujets de réflexions pour les rédacteurs de l'*Année de la défense nationale* que pour les auditeurs de l'IHEDN dont l'approche multidisciplinaire a encore renforcé la pertinence et la richesse au cours de ces deux années en favorisant l'esprit de défense plus que jamais nécessaire.